



POLICY PAPER

Analyse Critique de la PNJ 16-20 par les Jeunes et pour les Jeunes

EQUIPE DE RECHERCHE :

Dr SOUMANA Abdoul-Wahab, Enseignant Chercheur,
Département de Sociologie- Anthropologie, Université de Zinder,
Email : soumsant@gmail.com

Dr ABDOU Harou, Enseignant Chercheur, Département de
Géographie, Université de Zinder, Email : baharou6@yahoo.fr

Dr ZAKARI Mahamadou Mounir, Enseignant Chercheur,
Département Hygiène – Sécurité – Environnement, Université de
Zinder, Email : mounir_zakari@yahoo.fr

Date : Zinder, le 21 octobre 2021

1- Identification du problème

Dans le cadre de la promotion des jeunes, Oxfam-Niger, avec le soutien financier de INCLUDE, a décidé de mener une étude sur l'impact de la Politique Nationale de la Jeunesse (PNJ 16-20) en insistant sur les besoins non satisfaits en matière d'employabilité et de revenus au Niger. C'est ainsi que l'Université de Zinder a été sollicité pour réaliser cette étude afin de produire des données scientifiques sur lesquelles le partenaire peut s'appuyer dans et pour l'amélioration de la PNJ future et autres interventions du genre. L'objectif global de l'étude est de réaliser une analyse critique et participative sur l'impact de la Politique Nationale de la Jeunesse 16-20 (PNJ 16-20) et les besoins non satisfaits en matière d'employabilité et revenus et développer un document de politique.

2- Présentation du contexte

Au Niger comme ailleurs en Afrique, depuis quelques années, la question de la jeunesse revient sur la scène politico-médiatique et attire de plus en plus l'attention des politiques, des partenaires au développement, des chercheurs, etc. Ce regain d'intérêt s'explique par des facteurs tels que la crise économique généralisée, l'insécurité et le manque d'emploi. Avec 70% de la population nigérienne âgée de moins de 25 ans selon les chiffres de l'INS de 2020, l'Etat et ses partenaires comme Oxfam ont porté une attention particulière à la jeunesse à travers une gamme de réflexions, d'actions et d'orientations souvent matérialisées par des documents cadre parmi lesquels la Politique Nationale de la Jeunesse (PNJ). A travers cette dernière, l'Etat du Niger s'est doté d'un instrument prospectif d'orientation pour favoriser l'émergence et l'affirmation d'une jeunesse véritablement moteur de son propre développement. Aussi, la question du genre et de l'emploi au Niger apparaît-elle désormais comme une variable transversale dont la prise en compte s'impose à tous les niveaux. Cependant, les programmes de promotion d'emploi des jeunes et leur implication dans les processus sociaux et politiques locaux que contient la PNJ/Niger tardent encore à se matérialiser. Cette non matérialisation est due, entre autres, à la méconnaissance de la PNJ qui elle-même relève de la faible vulgarisation du document pendant les cinq dernière années de son existence, ce qui fonde l'intérêt de cette étude.

3- Analyse

Rappelons que le but de cette recherche est d'amener les jeunes à porter eux-mêmes un regard critique sur la PNJ 16-20 afin d'améliorer la future PNJ. Or la PNJ 16-20 est très mal connue par les jeunes nigériens malgré ses cinq ans d'existence. En effet, seuls deux (2) sur les 64 participants (soit 3,12%) venus des huit régions du Niger ont affirmé avoir vu le document avant l'atelier. Cela sous-entend qu'il est quasi impossible aux jeunes de porter un regard

critique et objectif sur son contenu. Tout de même, l'analyse du document par l'équipe de recherche a relevé une série de besoins et d'aspirations de la jeunesse nigérienne qui y sont soit omis ou très peu détaillés. Les plus frappants de ces besoins tournent autour de ceux de la jeunesse rurale et/ou non scolarisée d'une part, et ceux de la jeunesse féminine, d'autre part.

Les besoins de la jeunesse rurale et/ou non scolarisée plus exprimés sous forme de problème sont :

- le manque d'esprit de créativité,
- l'insuffisance d'appui à la culture de contre-saison,
- l'accès limité aux outils modernes agricoles,
- l'exode rural et/ou migration,
- l'inculture citoyenne
- l'insécurité alimentaire.

Ceux de la jeunesse féminine sont :

- la multiplication des moyens d'information de la jeunesse féminine ;
- la prise en compte et le respect du quota féminin dans tous les secteurs ;
- la valorisation des compétences féminines ;
- la création d'un fond spécial pour le financement des entreprises des jeunes femmes ;
- la promotion de l'égalité des chances sur le marché de l'emploi.

Sur la question de l'emploi, l'étude a révélé que très peu de jeunes nigériens ont des emplois décents. Les résultats de la recherche ont montré que près de la moitié de ceux qui se sont prononcés sur leurs revenus sont en deçà du SMIG et seul un (1) d'entre-eux affirme avoir un revenu de plus de 150.000 FCFA. La grande majorité des jeunes qui cherchent des emplois de fois vainement, rencontrent d'énormes difficultés aussi bien intrinsèques qu'extrinsèques face auxquelles ils cèdent souvent et demeurent dans la dépendance. Ces difficultés se résument au manque de compétence et d'expérience, au manque d'information et de méthode de recherche de l'emploi dans un monde où la concurrence est rude, où la compétitivité est sans « pardon » et où malheureusement des pratiques peu orthodoxes s'observent dans les examens et concours d'accès à l'emploi. Dans ce même registre de l'emploi, il est à noter que l'entrepreneuriat est très peu développé chez les jeunes même s'il commence à émerger dans des flots d'adversité socioculturelle, économique et politico-administrative. A titre illustratif, sur les 64 participants, seuls 9 travaillent à leurs propres comptes, soit 14%.

Ce contexte permet déjà d'entrevoir les difficultés d'accès à des emplois et revenus conséquents malgré tous les discours autour des soutiens politiques et ceux des acteurs non étatiques.

On peut donc affirmer que d'importants défis sont à relever pour que la jeunesse nigérienne notamment celle rurale qui est la plus nombreuse et celle féminine qui est la plus vulnérable puisse participer au processus du développement du pays. Au nombre de ces défis, l'insécurité, la crise de l'éducation, les différentes formes de discrimination à l'égard des couches vulnérables et les inconvénients du mauvais usage des NTIC doivent être nécessairement et immédiatement relevés pour empêcher à la jeunesse de basculer dans l'oisiveté, l'immoralité, la violence et de constituer un danger plutôt qu'une richesse, une charge plutôt qu'une opportunité.

4- Recommandations

Au regard de la méconnaissance de la PNJ 16-20 par les jeunes et des insuffisances qu'elle présente en matière de promotion des jeunes d'une part, des contraintes générales à toute la jeunesse et spécifiques à la jeunesse rurale et celle féminine d'autre part, l'équipe de recherche s'est appuyée sur les avis des enquêtés pour formuler des recommandations à l'endroit des différents acteurs de la promotion des jeunes.

a- Recommandations à l'endroit de l'Etat et de ses Partenaires pour la prise en compte des besoins non satisfaits des jeunes dans la PNJ future

- Vulgariser davantage la future PNJ à travers les médias, les théâtres- forum, les tournées régionales et nationales d'information et de formation sur la PNJ future.
- Impliquer les jeunes dans la mise en œuvre de la PNJ sur toute la chaîne.
- Approcher et impliquer les jeunes et pas seulement les structures des jeunes ou celles qui agissent à leurs noms dans l'élaboration de la future PNJ.
- Prendre en compte les revendications des jeunes sans distinction aucune.
- Intensifier et faire suivre les sensibilisations en milieu urbain et rural par les associations des jeunes sur la création des entreprises et l'initiative privée.
- Accorder une attention particulière aux problèmes spécifiques à la jeunesse rurale.
- Organiser des campagnes de plaidoyer en faveur des jeunes au niveau des autorités régionales, départementales et locales.
- Organiser des campagnes d'information et de formation sur les NTIC pour une utilisation positive.

b- Recommandations spécifiques à l'endroit de l'Etat

- Dépolitiser le Conseil National de la Jeunesse.
- Identifier les besoins réels de jeunes.
- Impliquer les jeunes dans les prises des décisions.
- Apporter des appuis techniques et matériels aux jeunes entrepreneurs.
- Appliquer strictement les textes et lois en vigueur en faveur des jeunes sans aucune discrimination.
- Créer des contacts entre les associations des jeunes et les acteurs non étatiques qui interviennent en faveur de jeunes.
- Renforcer les capacités des jeunes entrepreneurs et agriculteurs.
- Faciliter l'accès aux documents d'état civil et administratifs à travers les campagnes foraines.
- Créer des partenariats Publics Privés en faveur des jeunes.
- Sécuriser les jeunes contre l'intégration des réseaux terroristes et leurs actions, contre la prise des stupéfiants, contre l'émigration et la fuite des cerveaux, contre le mauvais usage des NTIC, etc.
- Développer la culture du suivi-évaluation des entreprises de jeunes.
- Inciter et cultiver la méritocratie et l'excellence.

c- Recommandations spécifiques à l'endroit de l'Etat en faveur des jeunes femmes

- Redéfinir ou revoir les stratégies de lutte contre les mariages des enfants et/ou forcés.
- Développer les voies et moyens pour le maintien des jeunes filles à l'école.
- Renforcer les mesures de protection des jeunes femmes contre les VBG sur les lieux du travail.
- Impliquer les jeunes femmes dans les instances de prise de décision.
- Conscientiser les jeunes femmes sur leur responsabilité dans le processus du développement de leurs communautés et, au-delà, du pays.
- Faire la promotion de la discrimination positive.
- Collaborer avec les organisations féminines dans l'identification des besoins réels de jeunes femmes.
- Promouvoir les jeunes femmes leaders en milieu rural.
- Motiver les talents féminins des milieux ruraux.

d- Recommandations spécifiques à l'endroit d'Oxfam-Niger

- Multiplier les ateliers de formation des jeunes sur les problématiques les concernant et diversifier les lieux des ateliers.
- Accompagner les jeunes dans les techniques de montage des projets d'entreprise.
- Créer et/ou sponsoriser des émissions audiovisuelles de conscientisation des jeunes par rapport à la recherche de l'information et la connaissance de l'actualité.
- Intensifier la sensibilisation sur les autres politiques publiques relevant de leurs domaines d'intervention.
- Intensifier les interventions en milieu rural.
- Intensifier la vulgarisation des résultats de la recherche sur les questions de jeunesse.
- Transmettre les doléances des jeunes à l'Etat et aux acteurs non étatiques qui en formulent la demande.